

# Développer une solidarité concrète avec la jeunesse et les organisations démocratiques et révolutionnaires qui luttent contre l'impérialisme français !

L'UJR est une organisation de jeunes révolutionnaires qui aspirent à un changement profond de société. Depuis sa création en février 2012, ses militants ont inscrit leur combat dans le cadre des mobilisations ouvrières et populaires contre la politique d'austérité, de précarisation et de surexploitation dirigée par François Hollande : une politique qui, malgré les promesses répétées de celui qui voulait être le président de la jeunesse, laisse toujours d'actualité le mot d'ordre « les jeunes dans la galère, le vieux dans la misère : de cette société-là, on n'en veut pas, on la combat ! ».

« Ne plus vouloir de cette société et la combattre » signifie forcément comprendre, dénoncer et combattre le système sur lequel elle est assise : un système d'exploitation de la classe ouvrière et des travailleurs dans un cadre « mondialisé », où les jeunes sont des chômeurs à plus de 50 % dans certaines cités populaires ou des recrues potentielles pour les « opérations extérieures », où les migrants sont des réfugiés qui fuient la misère et la guerre que sèment les grandes puissances, ou des travailleurs à faible « coût » mis en concurrence avec d'autres travailleurs ; un système d'asservissement d'autres peuples et de pillage de leurs richesses, de conquête de marchés et de lutte pour les zones d'influence ; un système qui fait que notre président ne se déplace à l'étranger que flanqué la plupart du temps de son ministre de la Défense et d'une cohorte de chefs de grandes entreprises ; un système qui a pour nom « impérialisme », terme qui n'est pas réservé uniquement aux puissances concurrentes (États-Unis, Allemagne...).

## Reconnaître que la France est un État impérialiste !

Le reconnaître et en tirer toutes les conséquences est l'objet d'une lutte politique et idéologique dans notre pays ; faire grandir cette conscience est une tâche importante des organisations révolutionnaires. Pour l'UJR, cela passe par une solidarité active et concrète avec la lutte des peuples et en particulier de ceux qui ont en face d'eux l'impérialisme français. C'est le cas en particulier de la lutte du peuple et de la jeu-

nesse burkinabé, que l'UJR s'efforce de faire connaître et avec laquelle elle affirme sa solidarité.



*Au cours de l'été, une partie des militants et des amis de l'UJR se sont retrouvés avec des camarades du PCOF pour un week-end de détente et de discussions dans le but d'approfondir leur compréhension des mécanismes de la domination impérialiste au Burkina Faso. Nous synthétisons ici quelques-unes des questions importantes qu'ils ont abordées.*

## Pourquoi nos camarades burkinabés parlent-ils de « rupture avec le néocolonialisme à travers une révolution nationale » ?

Au printemps 2014, un échange avec l'Organisation démocratique de la jeunesse (Burkina) a permis de mieux connaître et de mieux faire connaître l'ODJ (Cf. *La Forge*, Page Jeunesse - juin 2014). Nos camarades de l'ODJ avaient alors déclaré : « Nous expliquons que la domination néocoloniale, le caractère agraire et arriéré de l'économie du Burkina sont une entrave à l'amélioration des conditions de vie de la jeunesse. Nous disons qu'il faut résoudre d'abord cette question de la domination néocoloniale, rompre avec le néocolonialisme à travers une révolution nationale ».

Projeté dans la situation actuelle, cela signifie qu'il fallait chasser Compaoré et l'ODJ, avec l'ensemble des organisations de la Coalition contre la vie chère et le PCRV, s'est employée activement à mobiliser pour cela. Mais cela signifie aussi qu'il ne suffit pas de chasser celui qui voulait être président à vie pour en finir avec le système. La reprise en mains du pouvoir par les militaires à l'issue de l'insurrection populaire d'octobre dernier, les manœuvres de la France pour garder

la main sur une « transition » qui préserve ses intérêts, l'exfiltration de Compaoré par l'armée française et sa mise au chaud en Côte d'Ivoire, le pillage du pays qui se poursuit et l'hostilité du nouveau pouvoir à toute revendication sociale en sont la preuve.

## Pourquoi cette question ne peut pas être résolue par un coup d'État ?

Une des preuves en a été donnée par l'histoire même du Burkina. Ceux qui arrivent au pouvoir par un coup d'État se transforment rapidement en dictateurs et repartent souvent par la même voie, chassé par un autre coup d'État. Ce fut le cas de Sankara, liquidé par son frère d'arme Compaoré, avec la complicité active de l'impérialisme français. C'est le sens de la banderole que le PCRV avait déployé sur la Place de la Nation à Ouagadougou, rebaptisée place de la Révolution, lors de l'insurrection populaire qui a chassé Compaoré : une banderole qui appelait à « l'insurrection générale armée » et qui a déclenché la colère de tous ceux qui considéraient que le travail était terminé à partir du moment où ils avaient l'assurance que Compaoré ne pourrait plus exclure à vie des affaires et du pouvoir tous ceux qui n'appartenaient pas ou plus à son clan. Cela signifie qu'il ne fallait pas donner le pouvoir aux militaires qui se pressaient de proposer leurs services, mais qu'il fallait préparer les conditions pour une prise de pouvoir par le peuple.

## Pourquoi soutenir l'ODJ ?

Lancé par un rappeur et un chanteur de reggae, le Balai citoyen a été relativement visible lors de l'insurrection populaire qui a chassé Compaoré et, en tous cas, largement montrée dans les médias. Dans le feu de la révolte populaire, alors que des jeunes et parfois des très jeunes sortaient en nombre dans la rue portés par le mouvement, il a pu, jusqu'à un certain point, apparaître comme le symbole d'une jeunesse qui ne voulait plus de Compaoré. Mais sa fragilité politique est apparue à deux moments clefs. Il a été totalement absent de

la manifestation du 29 octobre organisée par la Coalition contre la vie chère et s'est aligné sur l'opposition légale réactionnaire conduite par le très libéral Zephirin Diabre (un ancien d'Areva, proche du Medef français) et des dissidents du parti présidentiel qui avaient quitté le navire quelques mois plus tôt ; il a ensuite soutenu la remise du pouvoir aux militaires au prétexte qu'une fois Compaoré chassé, il fallait que l'ordre soit rétabli.

La conduite de l'ODJ a été totalement différente. Elle ne s'est pas contentée d'être le porte-voix d'un mouvement spontané, mais a travaillé depuis des années à organiser et à fédérer les résistances de la jeunesse populaire (étudiants, paysans, ouvriers, commerçants...), travaillant aussi en cela à la préparation des conditions pour que le peuple prenne lui-même le pouvoir au lieu de s'en remettre à une minorité ou à un chef et qu'il puisse ensuite véritablement l'exercer à travers ses organisations démocratiques et révolutionnaires. Elle a largement contribué à ce que ce ne soit pas que la jeunesse des grandes villes qui participe à l'insurrection populaire. Cinq de ses militants, de la région du Yagha, l'ont payé de leur vie. L'ODJ a également clairement condamné la prise en main du pouvoir par les militaires et a continué après le départ de Compaoré à travailler ardemment pour que les jeunes puissent continuer à s'organiser et à rester mobilisés autour de leurs exigences démocratiques et sociales (emploi des jeunes, accès à la terre, éducation, logement, santé...).

C'est pour concrétiser et consolider encore davantage cette solidarité que l'UJR a mis en place un projet de voyage militant au Burkina : « pour voir comment nos camarades de l'ODJ engagés dans un processus révolutionnaire, militent au jour le jour, comment il s'organisent..., échanger avec eux nos expériences de lutte, participer à leurs actions militantes », mais aussi « mesurer de nos propres yeux la réalité du système néocolonial contre lequel ils luttent et montrer que des jeunes en France luttent aussi contre l'impérialisme français et les soutiennent malgré la distance qui nous sépare ». ★